



Changer l'avenir Grâce à votre aide

Rapport annuel 2015





Chère lectrice, cher lecteur,

Une vision commune est nécessaire. En 2000, l'ONU avait adopté les objectifs du Millénaire pour le développement. « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour libérer hommes, femmes et enfants de la faim et de l'extrême pauvreté », avait déclaré à l'époque le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki Moon.

Les objectifs du Millénaire ont envoyé un signal fort. Des centaines de millions de personnes ont été libérées de l'extrême pauvreté et de la faim ; l'accès à l'éducation et aux soins de santé s'est amélioré. A partir de 2000, les filles ont été plus nombreuses que jamais à pouvoir fréquenter l'école. Un pas de plus en direction de l'égalité hommes-femmes.

Une volonté de fer, de la persévérance et des objectifs clairs : voilà ce qu'il faut à ceux qui veulent le progrès. En 2015, 193 pays ont ratifié une nouvelle vision commune. Cette fois, 17 objectifs de développement durable ont été définis : outre la lutte contre la faim et la pauvreté, ceux-ci visent notamment la mise en place d'institutions gouvernementales efficaces, la protection du climat et l'accès à de l'énergie propre.

La Suisse a activement participé aux débats. Elle est également en mesure d'apporter sa contribution, par exemple à l'objectif 12 : établir des modes de consommation et de production durables. Ou à l'objectif 17 : créer des partenariats solidaires.

Dès lors, il semble inconcevable que la commission des finances du Conseil national veuille diminuer l'aide au développement de 0,5 à 0,3% du revenu national brut. Si l'on déduit en plus l'aide aux réfugiés couverte par le même budget, on arrive rapidement à la conclusion suivante : les mots sont gratuits, mais les actes ne le sont pas.

Un expert a déclaré que les Objectifs de développement durable étaient une « déclaration d'indépendance ». Il s'agit aussi de notre avenir. Car les problèmes mondiaux ne peuvent être résolus que collectivement : que ce soit pour la faim, le réchauffement climatique ou l'évasion fiscale, la coordination est indispensable. Ceux qui veulent des solutions ne doivent donc pas se désengager.

SWISSAID fait tout son possible pour apporter sa contribution : dans les projets que nous appuyons, nous mettons l'accent sur la sécurité alimentaire. Le progrès nous est d'un grand secours. Par exemple lorsque des pompes à eau sont alimentées à l'énergie solaire. Ou lorsque des petits paysans commercialisent eux-mêmes leurs fruits certifiés bio.

Vous aussi, aidez-nous ! Votre don nous ira droit au cœur et aura un impact concret pour les pauvres dans les pays du Sud.

Je vous en remercie,

Rudolf Rechsteiner, président de SWISSAID

Suisse	
Les points forts 2015	4
Nicaragua	
Le savoir des petits paysans bluffe les professeurs	5
Equateur	
L'agroécologie prend de l'ampleur	6
Colombie	
De l'eau pour tous favorise la paix	7
Myanmar (Birmanie)	
Des légumes bio grâce à un cochon	8
Inde	
De quoi manger pendant toute l'année	9
Tanzanie	
Comment la récolte arrive-t-elle sur le marché ?	10
Niger	
Doubler ses revenus sans risque	11
Tchad	
Les paysannes deviennent indépendantes	12
Guinée-Bissau	
Se forger soi-même un nouveau destin	13
Comptes annuels	
Analyse de la responsable des finances	14
Rapport de performance	
L'agroécologie pour sortir de la pauvreté	18
Un grand merci. . .	
. . . à nos donateurs	24



Couverture:

Xai Naw, petite paysanne de 59 ans, habite un petit village près de Myitkyina, au Myanmar. Sur sa ferme, elle élève 50 poules d'une race locale, qui se vendent bien au marché. Cela lui permet d'avoir un revenu supérieur qu'en élevant des poules destinées à la grande consommation.

Photo : Lorenz Kummer

Impressum

SWISSAID

Edité par SWISSAID, Fondation suisse pour la coopération au développement
Bureau de Berne : Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, centrale téléphonique 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73, fax 031 351 27 83, courriel : postmaster@swissaid.ch
Antenne romande : rue de Genève 52, 1004 Lausanne, téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel : postmaster@swissaid.ch
Rédaction : Pia Wildberger, Zora Schaad, Catherine Morand, Amandine Etter, Sébastien Dutruel
Rédaction photos : Eliane Baumgartner
Traduction : cb service Lausanne.
Graphisme, mise en pages et préresse : Brandl & Schärer AG, Olten.
Impression : Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC.
Le Monde SWISSAID paraît au minimum quatre fois par an. Une fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre de taxe d'abonnement, afin de pouvoir bénéficier du tarif postal réduit pour les journaux.
Compte postal : CP 30-303-5
 IBAN : CH20 0900 0000 3000 0303 5
 BIC/SWIFT : POFICHXXXX

imprimé en
suisse



SWISSAID porte le label de qualité du ZEW attribué aux institutions d'utilité publique. Il garantit une affectation désintéressée des dons, effectuée en connaissance de cause.



Caroline Morel,
directrice de SWISSAID

Sans combat contre le changement climatique, il n'est pas possible de lutter durablement contre la pauvreté. Mais des solutions existent.

Les pauvres, des paysans pour la plupart, sont les plus touchés par le réchauffement climatique. Les sécheresses ou les inondations inhabituelles auxquelles ils sont désormais confrontés mettent leur survie en péril. Une réalité dont il faut tenir compte lorsqu'on lutte contre la faim et la pauvreté. L'agriculture agro-écologique promue par SWISSAID dans ses projets représente une stratégie efficace pour combattre la pauvreté, et protéger les populations des aléas climatiques (voir page 18).

Des arbres sont plantés pour empêcher l'érosion et l'assèchement des sols, des engrais biologiques contribuent à augmenter leur fertilité, tandis que le recours à des cycles naturels permet d'accroître la production. En cultivant une grande diversité de variétés de plantes, les familles de petits paysans les plus démunies parviennent à améliorer leur alimentation, mais aussi à dégager un complément de revenus.

L'agroécologie sur le devant de la scène

L'agriculture écologique permet de mieux résister au changement climatique et de réduire les émissions de CO₂. Deux aspects positifs sur lesquels nous avons communiqué lors d'une campagne lancée juste avant la Conférence de Paris sur le climat (COP21). Dans de courtes vidéos, des humoristes et des musiciens tels que le Vaudois Yoann Provenzano, ou encore les Alémaniques Bubi Eifach et les Schneuwly, ont mis en scène, avec beaucoup d'humour, le lien entre une paysanne bio du Nicaragua et le glacier des Diablerets. Le site www.maiscomment.ch informe sur cette campagne un peu décalée, qui a remporté un franc succès.

En juin 2015, SWISSAID a organisé deux conférences publiques d'envergure sur le thème de l'agroécologie, en collaboration avec les universités de Neuchâtel et de Berne. Et avec la participation du professeur Miguel Altie-

Lutte contre la pauvreté et protection du climat sont liées



Débat passionné sur l'agro-écologie (de g. à d.): Jordan Gama (TOAM), Regina Ammann (Syngenta), Eva Reinhard (Office fédéral de l'agriculture) et Miguel Altieri.

ri, de l'université de Berkeley en Californie, référence mondiale en la matière, ainsi que de Jordan Gama, directeur de l'Alliance des paysans bio en Tanzanie (Toam), partenaire de SWISSAID. Le grand intérêt manifesté par un public nombreux, ainsi que les débats animés, notamment avec une représentante de Syngenta, ont démontré l'importance que revêt, chez nous aussi, la question de la qualité et des modes de production de notre alimentation.

«Changer l'avenir»

En favorisant l'échange d'expériences et de connaissances, les organisations de paysans et les groupes de femmes jouent un rôle essentiel dans l'adoption d'une agriculture écologique et la commercialisation des produits agricoles. Les paysans sont plus forts s'ils se regroupent en coopératives: ensemble, ils peuvent ainsi défendre leurs droits auprès des autorités et tenter, par exemple, d'obtenir des actes de propriété foncière pour les terres qu'ils cultivent. Voici des exemples concrets de changements durables pour lesquels nous nous engageons au quotidien. Notre nouveau slogan «Changer l'avenir» entend attirer l'attention sur ce principe fondamental de notre action.

Favoriser un développement rural durable dans des régions parmi les plus pauvres du

monde est une tâche considérable à laquelle nous nous consacrerons aussi cette année. Les programmes de coopération au développement de la Confédération, menés en collaboration avec d'autres Etats, sont tout aussi essentiels, car ils disposent de moyens financiers autrement plus conséquents.

Pourtant, le Conseil fédéral et le Parlement exercent une pression croissante sur cette coopération au développement axée sur le long terme: ils prévoient de répercuter les économies de façon disproportionnée sur le budget de l'aide au développement. Au vu de l'augmentation du nombre de réfugiés, il est inadmissible que le travail de prévention sur le terrain, ainsi que les efforts fournis pour offrir des perspectives d'avenir aux jeunes dans les pays en développement, soient ainsi sacrifiés. Cette année, SWISSAID, ainsi que les autres organisations membres d'Alliance Sud, s'engageront avec détermination contre les coupes et en faveur d'une Suisse solidaire.

Des taille-crayons vendus par des élèves dans toute la Suisse

En 2015, quelque 20 000 écoliers se sont engagés en faveur de SWISSAID. Et ont vendu avec enthousiasme et conviction quelque 160 000 taille-crayons colorés, en bois, en forme d'animaux. Ceux-ci ont été taillés, tournés, peints et emballés à la main par des artisans en Inde, qui bénéficient de très bonnes conditions de travail. Les enfants aident ainsi très concrètement à lutter contre l'injustice, la faim et la pauvreté

dans les pays du Sud, car le produit de ces ventes est affecté aux projets de développement de SWISSAID. Nous les en remercions de tout cœur ! D'autant plus que, cette année, la tâche a été plus difficile que d'habitude : pour la première fois en 68 ans de vente d'insignes en effet, nous avons été confrontés à des problèmes de qualité. Il en a résulté des recettes légèrement inférieures, d'un total d'environ

900 000 francs. Nous nous sommes assurés que les insignes 2016, des stylos taillés à la main par des artisans en Inde, soient à nouveau de qualité irréprochable.

Un grand merci à tous les enseignants et à toutes les enseignantes qui nous ont soutenus malgré ces difficultés inhabituelles. *PW*



Récolte de signatures au Paléo Festival de Nyon

Une quarantaine de bénévoles se sont succédé sur le stand de SWISSAID au Paléo Festival de Nyon, sur le thème de la « ruée vers l'eldorado birman ». De nombreux festivaliers s'y sont arrêtés pour pédaler en faveur des paysans birmans.

Situé à l'entrée du Village du Monde consacré à l'Extrême-Orient, le stand de SWISSAID a mis l'accent sur son programme en Birmanie, et

sur la course aux investissements dans ce pays qui a longtemps vécu en autarcie.

Pour l'incarner, de véritables courses de vélo « goldsprints » ont mis aux prises petits paysans birmans et investisseurs étrangers. Près de 2000 personnes ont joué le jeu et pédalé avec vigueur, échangé avec les bénévoles de SWISSAID, parmi lesquels le conseiller national Carlo Sommaruga, venu prêter main forte sur un stand très animé.

A l'entrée du Festival, SWISSAID et ses bénévoles ont aussi activement participé à la récolte de signatures pour l'initiative « Pour des multinationales responsables », aux côtés de représentants des autres organisations qui la soutiennent. Plusieurs centaines de signatures ont ainsi été récoltées avec succès. En avril 2016, l'annonce a été faite que les 100 000 signatures avaient été atteintes. *CMO*



Le négoce controversé des matières premières

La lutte pour la transparence dans le secteur des matières premières ne progresse que lentement. Le Conseil fédéral préconise certes d'adopter la législation de l'Union européenne en matière de publication des flux financiers. Il refuse cependant d'inclure le négoce des matières premières, qui constitue pourtant le cœur de l'activité de ce secteur en Suisse. SWISSAID a critiqué cette attitude dans sa prise de position relative à la révision du droit de la société anonyme, qui sera soumise au Parlement cette année ; ainsi que lors d'une table ronde dans le cadre de la réunion du Conseil d'administration de l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives), qui s'est réunie pour la première fois en Suisse en octobre 2015. A cette occasion, SWISSAID a contribué à l'orga-

nisation d'un « lunch panel » au Graduate Institute de Genève, avec la participation de représentants africains du comité de l'ITIE.

Dans une prise de position élaborée avec des organisations partenaires, SWISSAID a adressé des suggestions visant à concevoir un concept global pour un négoce transparent des matières premières. A l'issue de la réunion du Conseil d'administration de l'ITIE à Berne, un groupe de travail incluant SWISSAID a été constitué. Sa mission consiste à préciser les dispositions de l'ITIE relatives au négoce de matières premières, à définir des directives pour la mise en œuvre de ces dernières et à lancer les projets pilote proposés par SWISSAID et ses partenaires en vue d'améliorer la transparence.

Lorenz Kummer

SWISSAID sur votre portable

Nous en sommes ravis : depuis 2015, vous pouvez aussi accéder à notre site Internet depuis votre téléphone mobile afin d'en savoir plus sur SWISSAID, ses projets ou pour faire un don. Merci de votre intérêt !



Apolinar Sánchez Zamora vient du village de Guadalupe (San Ramón, Matagalpa).



Le savoir-faire des paysans reconnu par des professeurs

Au Nicaragua, une collaboration fructueuse entre des communautés paysannes et l'université permet de documenter le savoir traditionnel, afin de le rendre exploitable pour l'enseignement et la recherche.

Apolinar Sánchez Zamora se tient fièrement au milieu de son champ d'essai sur lequel poussent 4 variétés de haricots. Trois d'entre elles sont cultivées par les paysans de la région depuis de nombreuses générations. «La quatrième est une variété moderne qui peut être achetée sur le marché», explique Apolinar, qui

poursuit : «Tous les jours, je mesure la quantité de pluie et la température, et j'examine chaque plante séparément.»

Apolinar n'écrit pas très bien. C'est pourquoi son fils adulte reporte ses observations sur la fiche d'évaluation élaborée par l'université agricole du Nicaragua. Des étudiants se rendent en outre régulièrement dans le champ d'essai pour aider à relever les données. Les informations relatives au temps de germination et de floraison, aux résistances, à la croissance, aux parasites et à la récolte servent à classer les 4 variétés de haricots en fonction de leur robustesse. Les principaux aspects étudiés sont la sécheresse, l'humidité, les maladies et les nuisibles. Mais le rendement, le goût et la durée de conservation sont également pris en compte.

Grâce à cette coopération, l'université agricole nationale est en mesure de proposer aux étudiants un test pratique concernant les notions acquises. Dans ce cadre, étudiants et professeurs ont dû se rendre à l'évidence : les véritables experts, ce ne sont pas eux, mais les paysans.

Démonstration sur le terrain

Apolinar montre dans son champ une variété de haricots qui fleurit déjà au bout de 25 jours et qui peut donc être récoltée bien plus tôt. Grâce à ce cycle court, ces haricots constituent une valeur sûre, même en cas de saison des pluies plus courte. Un avantage décisif en ces temps où le phénomène climatique naturel El Niño provoque des saisons sèches inhabituellement longues. «Les spécialistes de l'université agricole pensaient qu'un cycle aussi court était impossible. Mais en voyant mon champ, ils ont été obligés d'admettre que j'avais raison,» précise Apolinar avec un sourire malicieux.

Daniel Ott Fröhlicher, responsable de programme pour le Nicaragua

Le Nicaragua en chiffres

Projets en cours fin 2015	28
Projets approuvés en 2015	16
Montants dépensés (CHF)	1 517 628
Nombre de personnes directement bénéficiaires	73 000

Des données scientifiquement fondées sur l'agroécologie

Dirigée par deux professeurs, cette enquête sur le terrain porte sur plus de 30 variétés locales de haricots plantées dans environ 80 champs d'essai situés dans des zones climatiques différentes. Une centaine de paysans spécialement formés mettent à disposition une parcelle et leur travail. Ils utilisent tous les mêmes méthodes de culture agroécologiques afin de ne pas fausser les résultats. L'analyse des données vise à déterminer quelles variétés se prêtent le mieux à la culture en fonction de la situation climatique et écologique. Avec ce savoir, les paysans pourront améliorer nettement le rendement de la principale denrée alimentaire de base au Nicaragua. Plus important encore : ils souffriront moins des caprices de la météo qui ont fortement augmenté ces dernières années en raison du changement climatique.

VOTRE AIDE CONCRÈTE

100 francs

Avec ce don, vous financez par exemple au Nicaragua les instruments servant à relever les données : thermomètre, hygromètre, pluviomètre, ruban de délimitation coloré, loupe, règle, pincette, etc. Le trajet et la nourriture pour 5 étudiants se rendant dans un village reculé afin de relever les données dans 4 champs d'essai coûtent 37 francs. Une somme de 400 francs permet à 8 paysans et paysannes d'effectuer un atelier d'une journée sur la mise en place et la culture d'un champ d'essai, ainsi que sur la façon correcte de relever les données.

SWISSAID – Changer l'avenir.



Le boom des «territoires agroécologiques»

Des provinces équatoriennes se déclarent désormais «territoire agroécologique» et encouragent le passage à des méthodes de culture respectueuses de l'environnement. SWISSAID a activement contribué à ce changement.

La Constitution et la législation équatoriennes mentionnent clairement le droit à la souveraineté alimentaire. C'est cependant sa mise en œuvre qui laisse à désirer. C'est en tout cas ce qu'ont pu constater les petits producteurs de la région de Tungurahua. Mais leur persévérance, ainsi qu'une bonne dose de patience, ont fini par porter leurs fruits. Fin 2015, les autorités de la province de Tungurahua ainsi que les cantons de Patate et de Pelileo ont édicté un arrêté officiel qui confère officiellement à leur région le statut de «territoire agroécologique».

A présent, la balle est dans le camp des autorités gouvernementales. Elles doivent adopter des lois qui encouragent l'agroécologie, la commercialisation des produits qui en sont issus, la formation de base et continue des petits paysans ainsi que leur encadrement. Elles doivent également débloquer les moyens financiers nécessaires.

Il s'agit là d'une grande victoire pour les pionnières de l'agroécologie, telle que Francisca Masaquiza. Cette paysanne du village de Patulo s'engage depuis 2005 en faveur de mé-



Convaincue par l'agroécologie, Francisca Masaquiza prend la parole devant un public nombreux.

thodes de culture respectueuses de l'environnement. Elle avait en effet tout de suite été convaincue par le fait que son village ne devait pas être le seul à bannir les pesticides et les engrais chimiques, partant du principe que les dommages causés par l'agriculture conventionnelle ne s'arrêtent pas aux frontières communales.

Un long travail de persuasion

Mais reprenons depuis le début. Dès 2001, des groupes de petits producteurs se sont regroupés pour organiser des actions communes, telle que la première foire agroécologique de la région. A chaque occasion, ils ont mené un important travail de sensibilisation auprès des consommateurs et des consommatrices quant aux avantages d'une alimentation saine et variée.

Il a fallu un long travail de persuasion et beaucoup de persévérance pour convaincre les décideurs politiques du bien-fondé des principes de l'agroécologie. En attendant, et ce dès le début, des étals de produits bio sont apparus sur les marchés urbains. Aujourd'hui, des centaines de petits paysans vendent leurs marchandises agroécologiques sur une douzaine de marchés hebdomadaires, dégagant un revenu moyen de 60 dollars US.

Les étals et les campagnes d'information ont contribué à améliorer la visibilité et l'engouement de la population pour les produits bio. En

outre, au fil des années, l'intérêt des consommateurs pour les aliments produits dans des conditions respectueuses de l'environnement s'est accru. Aujourd'hui, environ 1000 petits paysans ont recours aux méthodes agroécologiques.

Désormais, le gouvernement de la province de Tungurahua soutient la formation des petits paysans ainsi que la transformation de 500 fermes en «biogranjas» produisant de façon écologique. La prochaine étape sera de promouvoir la certification correspondante de ces exploitations. Une initiative qui sera menée en commun par les offices gouvernementaux, SWISSAID et les organisations partenaires.

*Petra Engelhard,
responsable de programme pour l'Equateur*

L'Equateur en chiffres

Projets en cours fin 2015	10
Projets approuvés en 2015	6
Montants dépensés (CHF)	1 421 936
Nombre de personnes directement bénéficiaires	10 700

**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**



50 francs

Avec ce don, vous financez par exemple en **Equateur** pour 5 familles de petits paysans du matériel didactique expliquant les méthodes de culture agroécologiques.

SWISSAID – Changer l'avenir.

De l'eau pour tous favorise la paix

En Colombie, la paix est tributaire d'une répartition plus équitable des terres et de l'eau. C'est pourquoi SWISSAID appuie des communautés qui font valoir leurs droits pour un accès garanti à l'eau.



Si tout se passe bien, la Colombie vivra cette année un tournant marquant de son histoire: le gouvernement et la guérilla des FARC signeront un traité de paix. Après plus de 50 ans de guerre, cette perspective suscite de nombreux espoirs. Mais les défis sont considérables. Pour que la paix s'établisse, il est primordial que la population bénéficie d'un accès garanti et équitable à des ressources naturelles comme la terre et l'eau.

Sous l'appellation d'« utilisation communautaire de l'eau », SWISSAID aide par conséquent les habitants de 6 villages andins (municipios) du département d'Antioquia à faire valoir leurs

droits sur l'eau et à protéger durablement les sources. Car la situation est critique. Les concessions d'eau sont attribuées en priorité aux exploitants de mines d'or, aux éleveurs de bétail et à l'industrie agroalimentaire. La population, en revanche, doit se satisfaire d'une quantité d'eau toujours plus faible et souvent insalubre.

Un lobbying efficace

SWISSAID a donc soutenu la création d'une fédération régionale qui compte quelque 4000 membres et regroupe les représentants de 12 organisations de base. Le projet est coordonné par l'organisation non gouvernementale colombienne Conciudadanía. L'année dernière, ses représentants se sont concentrés sur la collaboration avec les responsables politiques locaux, afin que l'accès à l'eau fasse partie des thèmes stratégiques des plans de développement des communes.

Le lobbying a de bonnes chances de porter ses fruits. Actuellement, les organisations de base défendent ensemble leurs droits sur l'eau auprès du bureau régional de l'environnement de Corantioquia. Elles luttent ainsi pour pouvoir exploiter les sources à l'avenir. Ces démarches ont déjà abouti pour 13 sources dont bénéficient 80 familles.

Cofinancement par une fondation colombienne

Des hommes et des femmes apprennent dans des cours à protéger les espaces autour des sources, à vérifier la qualité de l'eau et à entretenir le système d'alimentation. Récemment,

Des analyses permettent de déterminer la qualité de l'eau.

une bonne nouvelle est arrivée: la fondation colombienne Aurelio Llano Posada, qui appuie déjà d'autres projets de SWISSAID dans ce pays, a décidé d'octroyer 30 000 francs pour la construction d'installations d'approvisionnement en eau.

Une bonne coordination qui associe une grande diversité d'acteurs, comme c'est le cas pour ce projet, est une garantie de réussite pour permettre aux communautés de faire valoir leurs droits. Et pouvoir ainsi continuer à vivre dans leur région d'origine.

*Sabina Schmid,
responsable de programme pour la Colombie*

conciudadania.org

**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**



100 francs

Ce don permet par exemple à une communauté en **Colombie** de « légaliser » une source, et permet ainsi à la commune d'obtenir un droit d'exploitation officiel. Une nouvelle installation de captage d'eau coûte 150 francs. **SWISSAID – Changer l'avenir.**

La Colombie en chiffres



Projets en cours fin 2015	22
Projets approuvés en 2015	11
Montants dépensés (CHF)	1 128 810
Nombre de personnes directement bénéficiaires	11 100

Des légumes bio grâce à un cochon

Tout changement nécessite du temps et des pionniers qui montrent l'exemple. Au Myanmar (Birmanie), un premier groupe de « paysannes pilote » a montré qu'il était possible d'adopter avec succès les méthodes agroécologiques.

Au cours de ces deux dernières années, le bureau de SWISSAID au Myanmar a intensifié son activité dans le domaine de l'agriculture écologique. Nous avons lancé des projets précurseurs et créé des forums d'apprentissage qui ont permis aux paysannes et aux organisations partenaires d'échanger leurs expériences et leurs connaissances.

Prenons l'exemple de Ma Win Chit, une paysanne vivant dans le village Kyang Shai Kyin, situé dans l'Etat Shan, à l'est du pays. Elle fait partie des 20 participantes à un projet pilote qui

a montré qu'en améliorant l'élevage porcin, il était possible de produire suffisamment d'engrais pour le potager.

Avec ses économies et un prêt octroyé par un groupe de crédit de femmes, Ma Win Chit a créé un petit élevage de porcs, avec l'intention d'en dégager un revenu. Fin 2014, dans la perspective d'un passage à la culture agroécologique, SWISSAID a aidé les paysannes du projet pilote à aménager leur porcherie selon la méthode « Doktschin ».

Celle-ci consiste à recouvrir le sol de la porcherie de paille, de fumier de vache et de balle de riz afin de constituer une litière où le porc fera ses besoins. Au bout de six mois, la matière organique ainsi obtenue est étalée dans le potager pour servir de compost. Cette pratique a un avantage : grâce à la paille et à la balle de riz, la quantité de fertilisant organique produite est plus importante. Les paysannes qui ne cultivent pas de riz doivent avoir recours à d'autres matières organiques.

Le potager de Ma Win Chit a une surface d'un peu moins de 1400 m². Le lisier de ses deux porcs suffit à fertiliser la parcelle ; elle n'a pas besoin d'engrais chimique supplémentaire ni de fumier de vache. Dans son jardin poussent toutes sortes de légumes comme des haricots, du piment, des bananes, de la canne à sucre, du potiron, de l'avocat, du gingembre et de l'ail semblable à de la ciboulette.

De belles aubergines bio pour le marché

Mais elle est surtout fière de ses aubergines qu'elle destine aussi à la vente. « On ne voit pas qu'elles sont issues d'une culture biologique », déclare-t-elle, expliquant qu'elles sont tout aussi belles et grosses que celles produites avec des engrais chimiques. Grâce au lisier de porc, Ma Win Chit a pu maintenir son rendement. Elle a en outre constaté que ce compost permettait de conserver l'humidité du sol.

L'exemple de Ma Win Chit illustre bien qu'élevage de porcs et potager sont complé-



Ma Win Chit s'occupe de ses deux cochons, qui lui fournissent de l'engrais pour son potager.

mentaires et représentent une approche agroécologique prometteuse. Maintenant que les projets pilote ont été évalués, la prochaine étape sera de systématiser et de diffuser les différentes méthodes. Ma Win Chit pourrait alors jouer un rôle essentiel dans la recherche participative et le service de conseil agricole proposé par les paysannes.

Sarah Mader, responsable de programme pour le Myanmar

Le Myanmar en chiffres



Projets en cours fin 2015	17
Projets approuvés en 2015	8
Montants dépensés (CHF)	937 758
Nombre de personnes directement bénéficiaires	11 100

VOTRE AIDE CONCRÈTE

60 francs

Ce don permet par exemple d'acheter un porcelet au Myanmar dont le lisier fertilise le jardin et aide à garder la terre bien humide. SWISSAID – Changer l'avenir.



De quoi manger pendant toute l'année

La paysanne Matibai et son mari ont adopté de nouvelles techniques agricoles avec succès.

En Inde, les communautés tribales Adivasi sont particulièrement défavorisées. Désormais, grâce à des méthodes de culture écologique, les partenaires de SWISSAID ne souffrent au moins plus de la faim.

Pour ces peuples autochtones d'Inde centrale, dont les Gond, les Baiga, les Govari et les Kanwar, la faim et la malnutrition sont monnaie courante. Ces populations vivent de l'agriculture, de l'élevage, du travail migrant, de tout ce qu'elles récoltent dans la forêt ainsi que de l'aide alimentaire de l'Etat. Dans les champs, elles cultivent du riz, du maïs et des lentilles, mais très peu de légumes. Rien d'étonnant alors à ce que la récolte ne suffise pas à nourrir les familles de façon équilibrée toute l'année.

Voilà des décennies que ces communautés indigènes ne peuvent plus mener leurs activités traditionnelles de chasse et de cueillette. Les sols des forêts sont épuisés, et l'exploitation du bois par les seuls offices forestiers appauvrit la faune et la flore. Souvent, les autorités empêchent même ces communautés de ramasser des racines, des feuilles et des plantes médicinales.



92 communautés villageoises autorisées à exploiter la forêt

En 2006, une loi a été adoptée permettant aux communautés tribales d'exiger des droits sur les forêts. Une véritable course d'obstacles au cœur de la bureaucratie indienne a alors commencé. Depuis lors, nos organisations partenaires ont réussi à obtenir des droits pour 92 villages. Mais cela ne suffit pas à assurer aux familles de la nourriture et des ressources tout au long de l'année.

Que faire? Tout d'abord, les organisations partenaires doivent renforcer le pouvoir des autorités villageoises. Celles-ci veillent en effet à ce que les familles puissent faire valoir leur droit aux 100 jours de travail garantis et rémunérés par an que le programme de travail de l'Etat prévoit pour les peuples autochtones. Ensuite, ces travaux doivent servir à l'amélioration des champs, à la protection des sols et de l'eau ainsi qu'à l'aménagement d'étangs de pêche.

Moins d'eau, plus de légumes grâce à une nouvelle méthode d'irrigation

Mais l'objectif principal des projets est d'améliorer la production agricole grâce à diverses méthodes agroécologiques. Ainsi, une technique optimisée de culture du riz (SRI) a d'abord été introduite. Bien que demandant plus d'efforts, elle accroît les récoltes de 40 à 50% tout en nécessitant jusqu'à 70% de semences en moins.

Grâce à différentes pratiques agroécologiques, les légumes figurent désormais bien plus souvent au menu de ces communautés. L'introduction d'un mode d'irrigation très économe en eau («pitcher pot irrigation») et du compostage permet chaque année à plus de 500 familles de récolter des légumes pendant 2 mois de plus. «Maintenant, je peux même cultiver des légumes en dehors de la saison des pluies», constate Hiru, une femme appartenant à l'ethnie des Baigas. Et mieux encore: la production ne suffit pas seulement à nourrir la famille. «Je peux même en vendre un peu sur le marché.»

Petra Engelhard, responsable de programme pour l'Inde

L'Inde en chiffres



Projets en cours fin 2015	25
Projets approuvés en 2015	11
Montants dépensés (CHF)	1 269 726
Nombre de personnes directement bénéficiaires	25 400

VOTRE AIDE CONCRÈTE



90 francs

Avec cette somme, vous permettez par exemple à une famille en Inde d'acheter des plants d'arbres fruitiers et de créer un potager avec clôture, semences et irrigation économe («pitcher pot irrigation»).

SWISSAID – Changer l'avenir.



Des paysannes couronnées de succès : « Au marché, les légumes bio partent en premier. »

Comment la récolte arrive-t-elle sur le marché ?

Les paysans ne sont pas tous des entrepreneurs nés. Mais grâce à des coopératives de vente, ils créent de la valeur ajoutée avant même de mettre leurs produits sur le marché.

Les petits producteurs soutenus par SWISS-AID savent comment obtenir de bonnes récoltes sans engrais chimiques ni pesticides, avec de meilleures semences, des sols fertiles et des méthodes de culture écologiques. Reste que la confiance qui s'est créée entre eux au fil des heures passées ensemble à trimer sur leur parcelle est tout aussi essentielle. Et cette

confiance mutuelle est nécessaire pour former des coopératives de vente.

En Tanzanie, les clientes apprécient les légumes produits de manière écologique. Hawa, paysanne bio, raconte : « Même ici, au village, les légumes bio partent en premier. C'est seulement lorsqu'il n'en reste plus que nos voisins écoulent leur marchandise traitée avec des produits chimiques. »

Désormais, les paysans bio veulent acheminer leurs produits au marché de la ville, où ils peuvent obtenir des prix plus intéressants. Mais les routes sont en mauvais état et, pour un acheteur, il n'est pas rentable d'envoyer un camion récupérer la récolte d'un seul paysan. Pour pouvoir vendre à profit et négocier davantage les prix, les petits paysans doivent se regrouper au sein de leurs villages.

C'est précisément ce que Jane Albert Marwa de TOAM, organisation partenaire de SWISS-AID, enseigne aux cultivateurs. Elle les forme au marketing et leur montre comment s'organiser. « La majorité des paysans vendent leur récolte sans valeur ajoutée », indique-t-elle. Pourtant, des étapes simples, comme le stockage, le tri en fonction de la taille et de la qualité, l'emballage, le transport jusqu'au marché ou chez le grossiste, permettent déjà de créer une valeur ajoutée significative.

Rares sont les paysans qui ont ce raisonnement. Car les bons agriculteurs ne sont pas forcément de bons entrepreneurs. Comptabilité, volumes de production, comparaison des prix, relations commerciales : autant d'aspects avec lesquels ils ne sont pas toujours à l'aise. Mais au sein d'un groupe de paysans, il y en a toujours deux ou trois qui ont un certain flair pour le commerce et le marchandage. Ceux-ci ont été char-

gés de créer un groupe de vente, avec leurs collègues des villages alentours. C'est ainsi que 44 coopératives de vente ont été formées au cours des derniers mois. Celles-ci se renseignent sur les prix du marché, évaluent les volumes des récoltes et négocient avec les commerçants et les transporteurs. Des groupes plus courageux louent même un camion ou regroupent la récolte de tournesol afin de commercialiser ensemble l'huile obtenue. D'autres mettent de l'argent de côté pour construire un entrepôt commun.

Au fil du temps, une relation stable s'établit entre les commerçants et les coopératives de vente. En outre, les expériences positives instaurent une base de confiance qui crée une marge de manœuvre supplémentaire... et laisse même un peu de place aux rêves et aux projets d'avenir. « Peut-être qu'un jour, le commerçant nous accordera un crédit avantageux ou nous avancera même des fonds pour acheter une presse à huile », espère Halifa Kimbawala, responsable d'une coopérative de vente.

Frank Haupt,
responsable de programme pour la Tanzanie

**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**

125 francs
Avec cette somme, vous financez par exemple en Tanzanie une formation de 5 jours en marketing.

SWISSAID – Changer l'avenir.



La Tanzanie en chiffres

BURUNDI	KILIMANJARO
Dodoma	Dar es Salaam
ZAMBIE	Lindi
MALAWI	Mtwara
MASASI	Nanyumbu
MOZAMBIQUE	
Projets en cours fin 2015	9
Projets approuvés en 2015	7
Montants dépensés (CHF)	690 477
Nombre de personnes directement bénéficiaires	5400

Un ingénieux système de « crédit-stockage » favorise l'essor des villages

Les petits producteurs nigériens doivent le plus souvent vendre leur récolte à prix cassé, dans l'incapacité qu'ils sont de la stocker et d'attendre que les prix remontent. Le « warrantage », ou « crédit-stockage », leur permet d'en tirer un meilleur revenu, tout en recevant sans délai de l'argent comptant comme fruit de leur labeur.

C'est la population concernée qui se charge de construire les hangars de stockage, en matériaux locaux. Tandis que SWISSAID appuie la touche finale avec le toit, les portes et les fenêtres ; ainsi que la création d'un fonds d'achat de départ et la formation d'un comité de gestion.

Un double gain, sans risques

C'est juste après la moisson, entre octobre et décembre, lorsque les prix sont au plus bas, que les femmes et les hommes du village déposent dans le hangar une partie de leur récolte. Ils en reçoivent alors 80% de la valeur sous forme de prêt, qu'ils vont faire prospérer en mettant sur pied des activités génératrices de revenus. Six mois plus tard, lorsque les vivres se font rares dans les greniers, et sont hors de prix sur les marchés, chacun rembourse son prêt, récupère sa production, pour la vendre avec une belle plus-value. Ou alors opte pour une consommation.

Le Niger en chiffres



Projets en cours fin 2015	24
Projets approuvés en 2015	9
Montants dépensés (CHF)	1 198 133
Nombre de personnes directement bénéficiaires	23 200



Un hangar de « crédit-stockage » dans le village de Makani.

tion familiale, échappant ainsi aux prix forts atteints par les céréales à cette période de l'année.

«Auparavant, juste après les récoltes, nous vendions à vil prix une partie de notre production. Avec le « warrantage », j'ai pu démarrer un élevage de moutons qui m'a permis de rembourser mon prêt ; puis j'ai vendu mes gombos au double du prix que j'aurais obtenu 6 mois plus tôt ; j'ai enfin récupéré mes deux sacs de mil pour le manger en famille », témoigne Salamou Malam, présidente de l'Union des producteurs de Tanchiley, dans la commune d'Abala.

Hommes et femmes parties prenantes

Ce système de « crédit-stockage » est particulièrement bien adapté au contexte local. Ni le groupement villageois ni les membres ne prennent de risques : les produits déposés constituent une garantie pour le crédit. Si quelqu'un ne peut rembourser son prêt, ses sacs sont vendus par le groupement qui récupère son dû et lui remet le surplus.

Six hommes de la région d'Abala ont mis du mil qu'eux-mêmes cultivent à la disposition de leurs épouses qui n'en avaient pas, afin qu'elles puissent participer à une opération de « crédit-stockage ». Une fois le prêt octroyé, ces femmes ont pu développer librement des activités génératrices de revenus de leur choix, et participer d'égal à égal à la gestion de l'économie familiale. Après remboursement du prêt, le mil a été consommé en famille.

Carine Pin,
responsable de programme pour le Niger

**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**

50 francs

Avec cette somme, vous permettez par exemple l'achat au Niger d'un appareil de désinfection pour le hangar, ou vous mettez à disposition d'une famille paysanne 1 kilo de semences d'oignons.

SWISSAID – Changer l'avenir.



« Je ne travaille plus pour d'autres personnes »

Au Tchad, grâce à des cours d'alphabétisation et à l'élevage de chèvres, des femmes se libèrent des carcans de la société traditionnelle et deviennent financièrement indépendantes.

« J'ai été mariée de force. Et mon mari ne voulait pas que je continue l'école, ce qui m'a obligée à arrêter prématurément ma scolarité », témoigne Ignadang Efrade, aujourd'hui âgée de 33 ans et mère de 5 enfants. Comme la plupart des Tchadiennes, elle n'a pas été libre de choisir sa vie: alors qu'elle n'était encore qu'une jeune fille, elle a été littéralement vendue en échange d'une modeste dot. Son mari était paysan, mais ne parvenait pas à nourrir la



Les petites paysannes élèvent des chèvres avec succès.

famille. Ignadang devait louer ses services à d'autres fermiers et effectuer de rudes travaux agricoles pour un salaire de misère. Elle était totalement démunie, et n'avait même pas de quoi acheter le strict nécessaire.

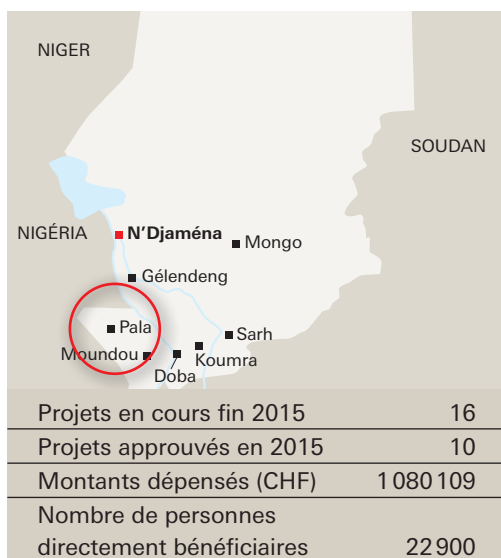
Tout a changé lorsqu'elle a rejoint le groupe de femmes Pee M'Bang, ce qui peut se traduire par « persévérance » en français. Cette organisation, qui regroupe une cinquantaine de groupes d'entraide essentiellement composés de femmes, offre à ses quelque 800 membres un fonds de crédit et des cours de formation continue. Pee M'Bang soutient également la production et la transformation d'arachides, l'élevage de chèvres et la création de petits commerces.

chères une machine à coudre d'occasion. « A présent, je suis couturière. J'ai diversifié mes sources de revenus et je ne travaille plus pour d'autres personnes. » Peu après, Ignadang a vendu d'autres chèvres et a investi les sommes obtenues dans l'achat d'une deuxième machine à coudre et d'une grande marmite, ainsi que pour salarier des travailleurs journaliers. « Oui, pour les travaux agricoles, j'emploie maintenant des hommes », dit-elle avec une certaine satisfaction.

Ignadang continue son apprentissage. Outre un cours d'alphabétisation avancé, elle fréquente une formation de couturière, avec diplôme à la clé. Elle est fière que sa famille ait toujours assez à manger et a la ferme conviction que ses deux filles pourront, elles aussi, être un jour maîtresses de leur destin.

Daniel Ott Fröhlicher, responsable de programme pour le Tchad

Le Tchad en chiffres



Une chèvre pour sortir de la pauvreté

Ignadang a d'abord suivi un cours d'alphabétisation et une formation de couturière. Une fois qu'elle a su lire et écrire, elle a osé acheter des céréales grâce à un prêt fourni par le fonds de crédit. Elle a stocké la marchandise et l'a revendue plus tard à un prix plus élevé. Ainsi a-t-elle gagné l'équivalent de 50 francs qu'elle a utilisés pour renflouer la caisse familiale.

Pee M'Bang a également remis à Ignadang une chèvre portante avec l'obligation de céder la première portée à d'autres femmes. Chaque année, une chèvre met au monde jusqu'à quatre chevreaux, et Ignadang est une bonne éleveuse. Au bout de deux ans, son troupeau comptait déjà sept bêtes.

Une petite entreprise florissante

Le moment était venu pour elle de vendre 3 chèvres. Avec l'argent, elle a acheté aux en-

VOTRE AIDE CONCRÈTE

120 francs

Avec ce don, vous permettez par exemple à une paysanne au Tchad d'acheter une machine à coudre d'occasion. Deux chevreaux coûtent 60 francs, et 150 francs suffisent pour payer les honoraires de la formatrice qui enseigne pendant 2 jours aux paysannes à élever des chèvres.

SWISSAID – Changer l'avenir.





Des femmes courageuses se forgent un nouveau destin

Apprendre à lire et à écrire et acquérir ainsi un nouveau statut, accéder à des microcrédits, se regrouper en associations pour avoir plus de poids : autant de victoires pour des centaines de femmes en Guinée-Bissau, qui ont ainsi changé leur avenir en 2015.

La Guinée-Bissau en chiffres

Projets en cours fin 2015	17
Projets approuvés en 2015	9
Montants dépensés (CHF)	967 646
Nombre de personnes directement bénéficiaires	37 500

Lorsque ces femmes vivant en zone rurale, sans aucun appui, bénéficient, de la part de SWISSAID, d'un soutien à leurs activités, c'est également leur confiance en elles qui s'améliore, tout comme leurs conditions de vie et celles de leurs proches. Et, partant, leur position au sein de la famille et de leur communauté.

« Voter comme tout le monde »

A Cacheu, les résultats des cours d'alphabétisation sont spectaculaires : les femmes ne craignent plus de se faire humilier lorsqu'elles font des démarches administratives ; et elles sont désormais nombreuses à posséder une carte d'identité.

Lors des dernières élections présidentielles, elles ont pu « voter comme tout le monde », en signant leur bulletin, à la grande surprise de la commission électorale qui les a applaudies. « J'avais toujours été honteuse qu'on doive prendre mes empreintes digitales », témoigne Linda Cansok, 60 ans.

Le bonheur de gérer ses propres revenus

Au marché, Fernanda Lala, 39 ans, ne se fait plus avoir, fixe les prix, rend la monnaie, compte ses gains. « J'arrive à négocier les prix de vente

« On a besoin de quelqu'un pour se gratter le dos, mais pour le ventre, on peut le faire seul. »

de mes noix de cajou même en l'absence de mon mari », se réjouit Quinta Nhanga, 37 ans.

Le microcrédit permet aux femmes de démarrer une activité économique, comme c'est le cas à Bachil : les haricots plantés par Fatima Domingos Mendes lui ont rapporté trois fois la somme empruntée. Elle peut ainsi payer la scolarité de ses enfants. Les revenus profitent aussi à l'association, car les femmes s'approvisionnent dans la « boutique communautaire » qu'elles gèrent elles-mêmes.

« Tout a changé »

« L'aide de SWISSAID nous a permis de démarrer avec succès des activités », témoigne Fatima. Avant d'ajouter, avec humour : « On a besoin de quelqu'un pour se gratter le dos, mais pour le ventre, on peut le faire seul. »

Se regrouper permet aux femmes de renforcer leur position ; et la direction d'une organisation offre une position reconnue socialement. En 2015, la présidente de la fédération de Caio s'est illustrée par sa bonne gestion, et par son courage, en attaquant en justice sa prédécesseur, suspectée de détournement de fonds.

Avant, elle n'aurait jamais osé aller défendre sa communauté devant le tribunal de la ville et prendre la parole en public. « Tout a changé, jusque dans notre manière de penser ! », conclut-elle.

Carine Pin, responsable de programme pour la Guinée-Bissau

**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**



242 francs

Avec cette somme, vous achetez par exemple un panneau solaire à des paysannes de Guinée-Bissau afin qu'elles puissent suivre leur cours d'alphabétisation une fois la nuit tombée. Trois pelles coûtent 42 francs.

SWISSAID – Changer l'avenir.

Bilan

Actifs	annexe	2015	2014
Liquidités	5.1	12 378 043	11 432 844
Titres	5.2	18 536 068	19 662 143
Créances + promesses de financement	5.3	1 302 463	993 727
Stocks de marchandises		226 858	474 095
Actifs de régulation		443 455	281 710
Actifs mobilisés		32 886 888	32 844 518
Prêts	5.4	250 100	250 100
Participation	5.5	4	4
Immobilisation corporelle	5.6	1 180 247	1 280 238
Actifs immobilisés		1 430 351	1 530 342
Total des actifs		34 317 239	34 374 860
Passifs			
Créanciers		291 950	159 581
Capital engagé programme Sud	5.7	16 696 607	16 819 606
Passifs de régulation		50 787	50 609
Provisions	5.8	203 343	158 052
Fonds étrangers à court terme		17 242 686	17 187 848
Fonds pour le Tiers Monde	11	15 705	72 704
Fonds étrangers à long terme		15 705	72 704
Fonds dons pour projets définis programme Sud		1 354 822	821 944
Fonds pour le futur		233 799	812 500
Fonds parrainage Agriculture biologique		209	1 800
Fonds parrainage Eau		100	151
Fonds parrainage Femmes		101	500
Fonds DDC	12	0	0
Fonds affectés à des projets définis		1 589 031	1 636 895
Fonds programme SWISSAID		6 872 068	6 764 276
Fonds infrastructures SWISSAID		658 598	658 598
Réserves de fluctuation des titres et devises	5.9	2 331 050	2 447 176
Capital libre		5 605 000	5 605 000
Capital libre Association SWISSAID Genève	2	3 100	2 363
Capital de l'organisation		15 469 816	15 477 413
Total des passifs		34 317 239	34 374 860



Monika Uhlmann,
responsable du
Département Finances
et Logistique

Commentaire sur les comptes annuels

2015 a représenté une bonne année pour SWISSAID. Un bilan équilibré nous a permis de maintenir une base de capital solide. Nous sommes ainsi en mesure d'honorer en tout temps nos engagements. Et, si nécessaire, de procéder à des investissements plus importants, afin d'être bien armés pour relever de futurs défis.

Les recettes comme les dépenses se situent légèrement en-dessous des chiffres de l'année dernière. Les produits des opérations de collecte de fonds ont reculé de 12%, ce qui s'explique par les montants exceptionnellement élevés des legs en 2014. Nous avons tout de même enregistré une légère hausse (+3%) des dons de particuliers, ainsi que des contributions à des projets définis de donateurs institutionnels. Ce résultat réjouissant provient de nos nombreux donateurs. C'est grâce à eux que nous pouvons accomplir notre travail en faveur des plus démunis dans les pays du Sud. Leur confiance, leur solidarité et leur fidélité nous imposent des responsabilités; à savoir améliorer sans cesse et durablement les conditions de vie des personnes que nous aidons. Particulièrement attentifs à la qualité et à l'efficacité de notre travail, nous veillons à optimiser nos instruments et à professionnaliser nos processus de façon continue. Sans jamais perdre de vue notre but: faire en sorte que l'essentiel des dons bénéficie aux populations les plus défavorisées.

En 2015, nous avons mené de nombreux projets au Sud, pour un total de 12 millions de francs. Ceux-ci ont été mis en œuvre par nos bureaux de coordination et nos organisations partenaires présents sur le terrain. Rapportés aux frais d'exploitation, 63% de nos moyens financiers ont été consacrés à des projets dans les pays du Sud. Quant au programme d'information et de sensibilisation en Suisse, il a mobilisé 17% des ressources pour des campagnes et des manifestations sur des thèmes de politique de développement.

Les comptes annuels 2015 ont été établis selon les principes de SWISS GAAP RPC, du ZEWO et du SWISS NPO-Code. Ils ont été examinés dans leur intégralité et approuvés par le cabinet Von Graffenried AG Treuhand à l'occasion de l'audit ordinaire. Le rapport d'audit ainsi que les comptes annuels complets sont téléchargeables sur notre site www.swissaid.ch.

Comptes d'exploitation

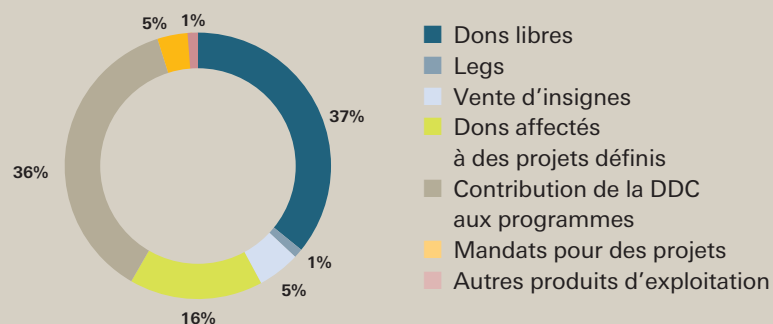
Recettes	annexe	2015	2014
Dons libres		6 708 162	6 683 468
Legs		147 029	1 866 439
Vente d'insignes		901 510	1 024 505
Dons affectés à des projets définis	7.1	2 661 259	2 441 326
Contribution aux projets FEDEVACO		159 213	83 301
Contribution aux projets FGC		134 042	127 030
Produits des opérations de collecte de fonds		10 711 214	12 226 067
Contribution de la DDC		6 500 000	6 200 000
Contribution en Suisse d'autres services de la Confédération		0	-18
Mandats pour des projets		882 000	841 622
Autres produits d'exploitation	7.2	109 960	163 436
Total produits d'exploitation		18 203 173	19 431 107
Dépenses			
Projets à l'étranger		11 991 190	12 824 661
Fonds libérés provenant des décomptes de projets	7.7	-1 786 359	-1 847 511
Dépenses suivi des programmes	7.3	1 722 760	1 368 284
Frais de personnel		1 445 846	1 263 483
Frais de matériel		276 914	104 801
Dépenses programmes à l'étranger		11 927 591	12 345 434
Information et sensibilisation en Suisse		2 020 267	2 107 708
Dépenses suivi des programmes		1 297 545	1 200 144
Frais de personnel programme en Suisse		1 101 939	1 015 935
Frais de matériel programme en Suisse		195 606	184 209
Dépenses programme en Suisse	7.3	3 317 812	3 307 852
Recherche de fonds et dépenses promotionnelles	7.3	2 319 682	1 919 723
Frais administratifs	7.3	1 257 517	1 744 253
Total charges d'exploitation		18 822 602	19 317 263
Résultat d'exploitation		-619 429	113 844
Produits financiers (réalisés)		331 780	253 893
Produits financiers (non réalisés)		299 886	1 103 502
Charges financières		-160 540	-168 366
Résultat financier	7.4	471 126	1 189 029
Charges des biens et services		-8 195	-8 011
Revenus des biens et services		77 418	78 408
Résultat hors exploitation	7.5	69 223	70 397
Autre résultat imputable à une autre période comptable	7.6	35 870	10 250
Résultat imputable à une autre période comptable		35 870	10 250
Résultat avant variation de fonds		-43 210	1 383 520
Utilisation des fonds affectés à des projets définis		10 235 702	10 721 545
Attribution des fonds affectés à des projets définis		-10 187 838	-12 163 440
Changement des fonds libres	8	-4 654	58 375
Excédent de revenus en faveur des fonds générés		0	0

Tableau des flux de trésorerie (annexe 9)

Afflux de capitaux issus de l'exploitation	2015	2014
Résultat annuel avant le résultat des fonds	-43 210	1 383 520
Augmentation / diminution de l'avoir à l'étranger en monnaie étrangère	-12 251	-6 578
Amortissement sur les immobilisations corporelles	144 531	141 317
Modifications provisions	45 291	-5 435
Augmentation (-) / diminution des créances et des promesses de financement	-308 736	-683 910
Augmentation (-) / diminution des stocks	247 237	-13 565
Augmentation (-) / diminution des actifs de régulation	-161 746	-30 823
Augmentation / diminution (-) des créanciers	132 369	49 449
Augmentation / diminution (-) des engagements pour les programmes Sud	-122 999	855 487
Augmentation / diminution (-) des passifs de régulation	178	6 088
Flux de capitaux tirés de l'exploitation	-79 336	1 695 550
Flux de capitaux issus de l'investissement		
Investissements (-) / désinvestissement immobilisations corporelles	-44 540	-142 599
Investissements (-) / désinvestissement immobilier	0	0
Investissements (-) / désinvestissement prêts	0	0
Flux de capitaux tirés de l'investissement	-44 540	-142 599
Flux de capitaux issus du financement		
Fonds pour le Tiers Monde	-56 999	-122 993
Prêt passif	0	-230 000
Flux de capitaux tirés du financement	-56 999	-352 993
Augmentation (+) / diminution (-) des capitaux	-180 875	1 199 958
Fonds liquidité (titres inclus) 1.1.	31 094 986	29 895 028
Fonds liquidité (titres inclus) 31.12.	30 914 111	31 094 986

Sources et affectations des fonds

Sources de financement :



Utilisation des financements :

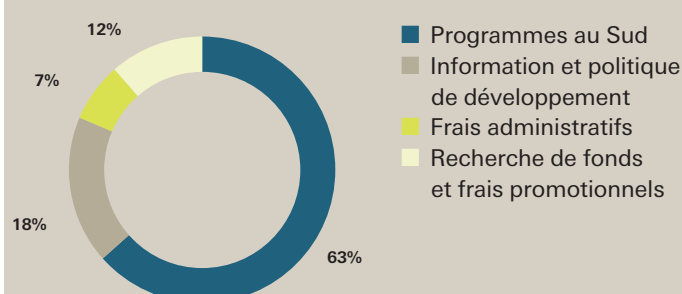


Tableau de variation du capital 2015 (annexe 8)

	Actif initial	Part aux bénéfices affectée	Dépôts	Transferts internes de fonds	Utilisation	Actif final
Fonds provenant du financement propre						
Fonds programme Sud	6 764 276		107 792			6 872 068
Fonds infrastructures SWISSAID	658 598					658 598
Réserve de fluctuation titres et devises	2 447 176				-116 126	2 331 050
Capital libre généré	5 605 000					5 605 000
SWISSAID Genève	2 363		737			3 100
Résultat annuel	0		4 654		-4 654	0
Capitaux d'organisation	15 477 413	0	113 183	0	-120 780	15 469 816
Capitaux des différents fonds						
Fonds dons spécifiquement affectés au programme Sud	821 944		3 047 563		-2 514 685	1 354 822
Fonds SWISSAID parrainage Agriculture bio	1 800		316 202		-317 793	209
Fonds SWISSAID parrainage Eau	151		56 600		-56 651	100
Fonds SWISSAID parrainage Femmes	500		199 219		-199 618	101
Fonds SWISSAID pour le futur	812 500		68 255		-646 956	233 799
Fonds DDC	0		6 500 000		-6 500 000	0
Fonds avec affectation limitée	1 636 895	0	10 187 838	0	-10 235 702	1 589 031

Instances de direction (état fin 2015)

Conseil de fondation de SWISSAID

Matthias Aebischer, chargé de cours, Université de Fribourg, Berne, depuis 2012; Viola Amherd, avocate et notaire, Brig-Glis, depuis 2014; Stephan Baer, entrepreneur, Küssnacht am Rigi, depuis 2007; Andreas Bänziger, journaliste, Bühler, depuis 1997; décédé en mars 2016; Roman Berger, journaliste et auteur, Zurich, depuis 2005; Bruno Bergomi, journaliste et producteur Radiotelevisione Svizzera (RSI), Dino, depuis 1997; Dr Jean-Claude Bolay, professeur titulaire, directeur de la coopération à l'EPFL, Ecublens, depuis 2010; Tobias Brülisauer-Spitzli, conseil en agriculture biologique et écologique, Grub, depuis 2000; Edgar Ricardo von Buettner, consultant, Brésil, depuis 1983; Mario Carera, socio-économiste, Berne, depuis 2002; Prof. Dr Pierre Centlivres, ancien directeur de l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel, Neuchâtel, depuis 1983; Fernand Cuhe, agriculteur biologique, ancien conseiller d'Etat neuchâtelois, Lignières, depuis 2014; Dr phil. Rudolf Dannecker, ancien vice-directeur de la DDC, Hinterkappelen, depuis 2002; Yvonne Feri, conseillère nationale, Wettingen, depuis 2014; Gaby Fierz, ethnologue Museum der Kulturen Bâle, Bâle, depuis 2008; Dr Rudolf Fischer, docteur en sciences sociales, ancien responsable du Département coopération au développement SWISSAID, Wettingen, depuis 2014; Claudia Friedl, Dr en science naturelles et environnementales, conseillère nationale, St. Gall, depuis 2015; Rémy Gogniat, journaliste, La Chaux-de-Fonds, depuis 2009; Maya Graf,

agricultrice bio et conseillère nationale, Sissach, depuis 2009; Bruno Gurtner, économiste, Berne, depuis 2008; Marianne Hochuli, historienne, Zurich, depuis 2009; Martin Hürzeler, fundraiser BR, Zurich, depuis 2009; Oscar A. Kambly, président du Conseil d'administration de Kambly SA Spécialités de Biscuits Suisses, Trubschachen, depuis 2008; Florianne Koechlin, biologiste, auteure, directrice du Blauen-Institut, Münchenstein, depuis 1996; Maud Krafft, consultante, Lausanne, depuis 2005; Werner Küng, ancien responsable du Département Information et Recherche de fonds SWISSAID, Wabern, depuis 2014; Dr med. Jean Martin-Monod, ancien médecin cantonal, Echandens, depuis 1985; Urs Peter Meyer, juriste, Kôniz, depuis 1996; Gian L. Nicolay, Dipl. Ing. AGR. ETH, coordinateur FIBL pour l'Afrique, Ardez, depuis 2010; Wendy Peter, agricultrice bio, directrice de Bioforum Schweiz, Willisau, depuis 2010; Chasper Pult, enseignant et producteur culturel, Paspels, depuis 1992; Daniel Roduner, économiste d'entreprise HWV, Bolivie, depuis 2007; Dr Claudine Sauvain, anthropologue, professeure à l'Université de Genève, Genève, depuis 1985; Anne-Marie Saxer-Steinlin, juriste, Service Migration des Églises réformées Berne-Jura-Soleure, Gümligen, depuis 2008; Hansruedi Stadler, juriste et notaire, Altdorf, depuis 2005; Jean-Luc Sudan, conseiller en communication, Vessy, depuis 2006; Angela Tognetti, agriculture bio, Bellinzona, depuis 2005; Christoph Wehrli, journaliste, Zurich, depuis 2015; Felix Wirz, directeur de Ecopolitics, Berne, depuis 2012.

Comité du Conseil de fondation de SWISSAID

Dr rer. pol. Rudolf Rechsteiner, économiste, président de SWISSAID, Bâle, depuis 2008; Dr Walter Egli, vice-président de SWISSAID, historien et ancien co-directeur du NADEL, EPFZ, Zurich, depuis 2005; Erica Hennequin, enseignante, Députée au Parlement jurassien, Courgenay, depuis 2014; Bastienne Joerchel Anhorn, économiste, Renens, depuis 2012; Patrick Kilchenmann, hydrogéologue dipl., directeur de DROPSTONE sarl, Puplinge, depuis 2015; Dr phil. nat. Thomas Kohler, directeur associé du Centre for Development and Environment, Université de Berne, Rüfenacht, depuis 2010; Ruth Rauch, lic. rer. pol., coach et conseillère en développement organisationnel, Berne, depuis 2004; Marianne Roth, conseillère en communication interculturelle, conseillère RP, Zurich, depuis 2009; Carlo Sommaruga, juriste et conseiller national GE, Genève, depuis 2010.

Comité directeur de SWISSAID

Caroline Morel, ethnologue, directrice; Jeremias Blaser, Dr en sciences politiques, Département coopération au développement; Monika Uhlmann, économiste d'entreprise, Département Finances & Logistique; Jon Andrea Florin, lic.phil.I, Département Information & Recherche de fonds; Catherine Morand, juriste, journaliste, Antenne romande.

Vous trouverez plus d'informations concernant ces différentes personnes sur leurs sites Internet.



Jeremias Blaser,
responsable du département
Coopération au développement

Des paysans du Niger ont
récolté avec succès une
variété spéciale de mil.

L'agroécologie favorise résistance au changement climatique, revenus et santé

De la théorie à la pratique: SWISSAID mise sur l'agroécologie. Pour parvenir à cette conclusion, nous avons analysé au préalable de nombreuses études scientifiques et testé les nouvelles méthodes de culture sur le terrain.

L'année dernière, SWISSAID a approfondi l'approche agroécologique et aidé des petits paysans pauvres à s'adapter au changement climatique ainsi qu'à produire de manière saine et rentable. Ces initiatives ont été menées dans un environnement où les politiques agricoles publiques continuent de privilégier l'industrie agroalimentaire. Laquelle soutient à son tour la politique des Etats en commercialisant des engrais chimiques et des pesticides dans les pays en développement. Les conséquences pour les familles de petits paysans sont connues: sols surfertilisés, dettes, dépendance financière et atteintes à la santé.

Mais d'autres solutions existent. C'est pourquoi SWISSAID a examiné l'approche agroécologique sous l'angle des trois principales problématiques du développement rural. Nous avons ainsi recueilli des preuves scientifiques attestant que cette méthode constitue une alternative à l'agriculture industrielle lorsqu'il s'agit de lutter durablement contre le changement climatique, de réduire la pauvreté, de produire et de manger plus sainement.

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ADAPTATION

Exposés aux caprices de la météo et à l'évolution à long terme de la pluviométrie, les paysans

et les paysannes sont directement touchés par le changement climatique. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les principales problématiques qui en résultent pour l'agriculture sont les suivantes: dégradation des sols; hausse des températures moyennes entraînant souvent une diminution des récoltes (pour le riz, par exemple); élévation du niveau de la mer avec salinisation des sols et changement du régime de précipitations, ce qui devrait réduire la quantité d'eau disponible. La capacité d'adaptation de l'agriculture sera en outre réduite par de nouveaux parasites et maladies ainsi que par des événements extrêmes plus fréquents. Ces éléments auront des répercussions négatives sur les rendements, ce qui aura un impact sur la sécurité alimentaire et sur les revenus des familles de paysans.

Il n'existe pas de solution universelle. Mais une stratégie qui renforce la résistance aux phénomènes météorologiques tout en freinant le changement climatique semble logique et sensée. «Agroécologie»: tel est le nom de ce concept qui prône un renforcement des cycles naturels, une utilisation efficace de l'eau et des nutriments, un apport réduit en énergie fossile et la mise en place de systèmes diversifiés très résistants. Ainsi, les paysans ne plantent pas uniquement du maïs et des haricots sous forme de monocultures, mais aussi des légumes, des légumineuses et des fruits. Outre des fruits, les arbres fruitiers fournissent de l'ombre et des feuilles mortes qui se décomposent sur le sol et en améliorent la qualité.

L'agroécologie à l'épreuve de la pratique

Les premières évaluations au Nicaragua ont révélé que les paysans produisant selon les

principes de l'agroécologie sont moins fortement frappés par la sécheresse actuelle que les autres. Dans leurs fermes, la combinaison entre la nature du sol et les différents types de plantes et d'animaux les protège mieux contre les caprices de la météo.

Les projets de SWISSAID confirment le bien-fondé de l'agroécologie. C'est le cas au Nicaragua, par exemple, où des mesures agroécologiques ont réduit concrètement les émissions de CO₂. S'appuyant sur le rapport sur l'agriculture mondiale de 2008 ainsi que sur d'innombrables documents et ateliers, des experts et l'ONU réclament un changement de cap vers des systèmes plus durables.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Si elles n'augmentent pas les revenus, c'est-à-dire ne réduisent pas la pauvreté, les mesures agroécologiques n'ont pas lieu d'être. L'analyse scientifique s'avère complexe, car les prestations agroécologiques (contrairement à celles de l'agriculture dite conventionnelle) sont plus variées, plus diversifiées et plus difficilement quantifiables que lorsqu'on cultive uniquement du maïs.

La plupart des études se contentent de comparer les rendements de producteurs bio certifiés avec ceux de producteurs conventionnels. Or une telle comparaison ne tient pas compte des apports écologiques et sociaux de l'agroécologie.

De façon générale, deux tendances se dégagent des études existantes:

- Lorsqu'il existe un marché pour des produits bio certifiés et que ceux-ci se vendent à des prix plus élevés, la production bio est plus rentable au final pour les familles de paysans que l'agriculture conventionnelle.



- Les différences de rendement entre production conventionnelle et agroécologique sont moins importantes que ce qui est couramment admis; dans certains cas, elles sont même insignifiantes.

En outre, ces écarts devraient encore se réduire grâce aux recherches menées en matière de méthodes de culture et de pratiques écologiques.

Ce qui est certain, c'est que l'agroécologie exige moins de capitaux. En effet, les intrants achetés comme les engrais chimiques, les semences et les pesticides peuvent être remplacés par des services écosystémiques et des intrants fabriqués soi-même (comme c'est le cas lorsque des organismes auxiliaires sont utilisés pour combattre des parasites). Il en résulte une baisse des coûts de production et une augmentation des revenus nets du ménage.

Un travail supplémentaire bienvenu

Le contre-argument souvent entendu selon lequel les méthodes agroécologiques exigeraient beaucoup de travail s'applique à un moindre degré aux pays en développement. Dans ce contexte, le coût de la main-d'œuvre et le degré de mécanisation sont relativement bas, mais le taux de chômage élevé.

Tandis que les aliments bio, que nous considérons comme un sous-ensemble de la production agroécologique, sont produits pour des marchés existants, l'agroécologie au sens large est conçue aussi bien pour renforcer la sécurité alimentaire au niveau familial que pour le marché.

Dans le contexte du développement, le principal défi consiste alors à créer l'accès au marché ainsi qu'à transmettre durablement et

clairement les connaissances agroécologiques et les pratiques correspondantes.

L'agroécologie a le vent en poupe

Conclusion : à moyen et à long terme, les avantages de l'agroécologie – amélioration de la sécurité alimentaire et augmentation des revenus – priment sur ceux de l'agriculture conventionnelle. Par ailleurs, dans les situations extrêmes, les paysans s'endettent moins. En effet, la résilience économique accrue et les rendements moyens plus élevés, dans des conditions de production non optimales, permettent de mieux amortir l'effet de ces événements extrêmes.

Là encore, un projet confirme l'hypothèse. L'année dernière, la chute du prix des haricots au Nicaragua et les pertes de revenus associées ont été moins dramatiques pour les paysans produisant selon des principes agroécologiques, parce qu'elles ont été compensées par les recettes tirées de la vente d'autres produits comme des fruits ou des légumes. La préservation des ressources naturelles, de l'environnement et d'autres services écosystémiques essentiels garantit la base de production future, ce qui représente un investissement durable dans l'avenir.

ASPECTS LIÉS À LA SANTÉ

Le dernier point important concerne les influences diverses de l'agriculture sur la santé. Lorsqu'ils utilisent des pesticides, les paysans s'exposent à des risques supplémentaires pour la santé. Les paysannes sont particulièrement concernées pendant les grossesses. Selon des estimations, au Ghana, le coût des interruptions de travail directement dues à des maladies liées aux pesticides est de 15 à 20 jours par saison et

par personne. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a calculé que les frais de santé engendrés par les pesticides en Afrique étaient supérieurs au montant dépensé par la coopération au développement pour des projets sanitaires en Afrique.

Coût réel et concurrence

A eux seuls, les frais de santé directs montrent à quel point l'impact de l'agroécologie et, par conséquent, son effet de levier, sont importants. Ces coûts indirects de l'agriculture basée sur la chimie ne sont pas pris en compte dans la vision globale et la comparaison entre les différents systèmes, pas plus que d'autres coûts cachés. Parmi ces derniers, on peut citer les frais de santé engendrés par les résidus de pesticides dans les aliments ou le recul de la pollinisation par les abeilles. Si ces coûts étaient intégrés au « calcul global » et que l'on exigeait la mise en place de systèmes les incluant dans le prix (« internaliser des coûts externes »), les produits agroécologiques seraient nettement plus concurrentiels, car relativement moins coûteux.

En septembre 2015, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté l'agenda 2030 et confié aux Etats membres la mission d'atteindre 17 objectifs de développement durable d'ici à 2030. Avec son approche agroécologique, SWISSAID apporte une contribution essentielle à dix de ces objectifs et continuera de s'engager à l'avenir pour une agriculture équitable et écologique.

Collaboration: Fabio Leippert, Sarah Mader

swissaid.ch/fr/agroecologie

En bref: SWISSAID – Changer l’avenir

SWISSAID est une fondation libre de toute appartenance politique et confessionnelle. Son siège est situé à Berne et elle dispose d’un bureau à Lausanne. Depuis 1948, SWISSAID s’engage en faveur des populations défavorisées du Sud, dans les régions rurales, là où aucune autre organisation ne défend leurs intérêts. SWISSAID lutte pour le droit de chacun à vivre sans connaître la faim, la précarité ou l’oppression. L’injustice et la pauvreté ne sont pas des fatalités. Nous entendons améliorer les conditions d’existence dans les pays du Sud et estimons nécessaire de faire évoluer la société dans les pays du Nord.

Outre la réalisation de projets d’aide au développement dans les pays du Sud, nous menons en Suisse un travail de plaidoyer politique pour faire valoir les intérêts des populations des pays du Sud. Nous nous appuyons pour cela sur le savoir-faire, l’expérience et les besoins de nos partenaires dans les neuf pays d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine où nous sommes actifs.*

Notre mode de travail

SWISSAID soutient les initiatives émanant de populations défavorisées et travaille en collaboration avec des organisations de la société civile. Nous soutenons nos partenaires sur le plan institutionnel, ce qui leur permet d’accéder à l’autonomie et, ainsi, de participer à la vie économique, sociale et politique. Nous ne craignons ni les conflits avec les sociétés transnationales, ni les grands propriétaires fonciers, ni d’autres acteurs qui recourent à des méthodes qui détruisent l’environnement. Nous poursuivons toujours le même but: apporter aux populations locales qui en ont besoin le courage et les compétences nécessaires pour prendre leur destin en main.

Dans la mesure du possible, SWISSAID n’envoie pas d’expatriés sur le terrain, mais valorise les compétences locales. Cela permet aux projets de mieux s’ancrer dans le contexte local, favorise l’acquisition d’expérience et contribue à la création d’emplois dans les pays du Sud.

Cela concourt également à diminuer les frais liés au suivi des programmes et à investir davantage dans les projets d’aide eux-mêmes.

Nous sommes convaincus que des synergies avec d’autres organisations nous permettront d’atteindre nos objectifs au Nord comme au Sud. C’est pourquoi nous sommes membres d’Alliance Sud, la Communauté de travail des oeuvres d’entraide qui regroupe, outre SWISSAID, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et l’Entraide protestante (EPER).

Mandat des instances de direction

Les membres du Conseil de fondation sont élus pour un mandat de quatre ans renouvelable. Les membres du Comité du Conseil de fondation sont élus pour un mandat de quatre ans renouvelable deux fois. Des mandats plus longs peuvent néanmoins être convenus dans des cas particuliers.

* Pour en savoir plus sur les objectifs atteints au cours de l’année dernière dans chacun des pays où SWISSAID soutient des projets, nous vous renvoyons aux pages 5 à 13.

Annexes aux comptes annuels

0. Nombre de postes équivalents temps plein

Le nombre de postes équivalents temps plein sur l’année ne dépasse pas 50 personnes.

1. Principes généraux de présentation des comptes

La présentation des comptes est conforme aux recommandations relatives à la présentation des comptes SWISS GAAP RPC 21/RPC au Code suisse des obligations, aux dispositions du ZEWO (service spécialisé des organisations d’utilité publique collectant des dons) ainsi qu’aux statuts de la fondation. L’exercice comptable a été réalisé en tenant compte du principe du solde brut, en indiquant les gains et les pertes directement dans le compte d’exploitation. Les calculs des coûts ne sont pas tous comparables avec ceux de l’année dernière, les comptes ayant été adaptés au nouveau droit comptable et le calcul des coûts affinés.

2. Périmètre de consolidation

Les comptes des bureaux de coordination en charge de la mise en œuvre des programmes au Sud sont intégrés au présent rapport annuel, tout comme les comptes de l’association SWISSAID Genève. En outre, SWISSAID ne dispose pas de filiale ou d’institution partenaire sur lesquelles elle exerce une influence prépondérante.

3. Organisations proches

Les organisations et institutions suivantes sont proches de SWISSAID: Alliance Sud (Communauté de travail des oeuvres d’entraide SWISSAID, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et EPER), Association SWISSAID Genève, Fondation Max Havelaar, Groupe suisse de travail sur le génie génétique (SAG) ainsi que StopOGM. Alliance Sud reçoit contractuellement 378 600 francs sur le budget annuel. En ce qui concerne les autres organisations, SWISSAID est représentée au sein de leur comité, sans pour autant leur octroyer de contribution financière. Le soutien en nature de la part de tiers à SWISSAID est une part accessoire du résultat total, et de ce fait, n’apparaît pas dans le décompte.

4. Principes d’établissement du bilan et d’évaluation

Titres: Valeur du marché à la date du bilan

Devises étrangères: Cours de devises à la date du bilan

Prêts, créances et promesses de financement: Valeur nominale

Annexe aux comptes annuels

5. Explications relatives au bilan

Participation : Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires

Immobilier en Suisse : Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés.

Les terrains ne sont pas amortis. Durée d'utilisation : 40 ans.

Immobilier à l'étranger : Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés.

Durée d'utilisation : 25 ans.

Mobilier, machines et installations : Valeur d'acquisition, déduction faite des amortissements planifiés.

Durée d'utilisation : mobilier 10 ans, installations informatiques 3 ans, machines 3 à 6 ans.

Seuil d'activation : CHF 3000 (installations informatiques CHF 1000)

5.1 Liquidités	31.12.2015	31.12.2014
Caisses / Postfinance / Banques en Suisse	11 811 589	10 960 238
Banques à l'étranger	566 454	472 606
Total liquidités	12 378 043	11 432 844

5.2 Titres	Valeur marchande 2015	Valeur marchande 2014
Obligations	12 159 978	13 277 925
Actions	6 376 090	6 384 218
Total titres	18 536 068	19 662 143

5.3 Créances et promesses de financement	31.12.2015	31.12.2014
Avoir impôt anticipé	44 726	44 599
Avoir sur livraisons	12 611	12 573
Promesse de contribution de la Chaîne du Bonheur	60 444	197 444
Promesse de contribution du consortium eau	376 068	682 054
Promesse de contribution projet Karité Arachide	420 660	0
Promesse de contribution KSP EC	310 484	0
Prêts à des collaborateurs	77 470	57 057
Total créances et promesses de financement	1 302 463	993 727

5.4 Prêts	31.12.2015	31.12.2014
Claro fair trade AG	250 100	250 100
Total prêts	250 100	250 100

5.5 Participation à la valeur nominale	31.12.2015	31.12.2014
Actions nominatives Claro fair trade AG	92 272	92 272
Titres de participation Fonds international de Garantie, Genève	96 000	96 000
Remei AG	10 000	10 000
Actions à droit de vote simple Banque Alternative Suisse (BAS)	20 000	20 000
Total participations	218 272	218 272

Il existe un passif éventuel dans la part des US \$ 6000 des titres de participation Fonds International de Garantie, Genève (FIG). Ces titres servent de garantie à une ancienne organisation partenaire (ADIM) au Nicaragua pour un prêt de US \$ 70 000 auprès d'une banque locale.

5.6 Aperçu des immobilisations corporelles	Equipements et installations	Terrains et cons- tructions en Suisse	Immeubles à l'étranger
Valeurs d'acquisition au 1.1.2015	556 942	1 040 000	603 006
Investissements 2015	44 540	0	0
Correction des amortissements 2015	-14 633	0	0
Valeurs d'acquisition au 31.12.2015	586 849	1 040 000	603 006
Cumul des amortissements au 1.1.2015	260 558	272 558	386 594
Amortissements 2015	101 777	22 074	20 680
Correction des amortissements 2015	-14 633	0	0
Amortissements au 31.12.2015	347 702	294 632	407 274
Immobilisations corporelles nettes au 31.12.2015	239 147	745 368	195 732
Valeur de l'assurance incendie	775 000	1 600 000	

5.7 Fonds étrangers à court terme

Capital engagé dans les projets des programmes au Sud: en règle générale, les projets en cours se basent sur des contrats de coopération avec les organisations partenaires. Nous renonçons à présenter séparément les engagements contractés à court et à long terme au titre de projets. SWISSAID se base pour la réalisation des projets sur les besoins des organisations partenaires. Le moment de l'utilisation des fonds ne peut donc être défini avec précision. En général, les projets sont mis en œuvre en un à deux ans.

Annexe aux comptes annuels

Pays	Engagements 1.1.2015	Projets approuvés 2015	Fonds dépensés pour projets 2015	Fonds libérés provenant de dé- comptes de projets	Engagements 31.12.2015
Inde	2 297 901	1 458 909	1 269 726	516 353	1 970 731
Myanmar	1 736 875	1 787 140	937 758	284 300	2 301 957
Tchad	1 217 324	1 459 156	1 080 109	122 296	1 474 075
Niger	3 800 932	1 159 609	1 198 133	207 285	3 555 123
Guinée-Bissau	964 478	1 055 446	967 646	89 904	962 374
Tanzanie	908 315	737 819	690 477	73 293	882 364
Afrique	57 262	0	38 623	0	18 639
Nicaragua	1 731 751	1 425 847	1 517 628	104 411	1 535 559
Colombie	2 201 412	1 528 683	1 128 810	211 662	2 389 623
Equateur	1 903 356	1 301 597	1 421 936	176 855	1 606 162
Total engagements à l'étranger	16 819 606	11 914 206	10 250 846	1 786 359	16 696 607
Constitution des provisions conf. à 5.8.		+76 984			
Total projets à l'étranger		11 991 190			

5.8 Tableau des provisions	Situation 1.1.2015	Diminutions 2015	Augmentations 2015	Situation 31.12.2015
Provision pour projets non comptabilisés à l'étranger	1 543	0	76 984	78 527
Provision pour obligations liées au personnel	111 409	0	13 407	124 816
Autres provisions	45 100	45 100	0	0
Total provisions	158 052	45 100	90 391	203 343

5.9 Réserve de fluctuation, titres et devises

Le niveau minimal visé dépend des dispositions du règlement interne et est entièrement cumulé.

6. Indemnités des instances de direction

Défraiement de la présidence du Comité du Conseil de fondation (SRA) :

Défraiement du président : forfait de CHF 6000 par année

Défraiement du vice-président : forfait de CHF 2000 par année.

Rémunération de la direction : coût total des salaires de la direction (5 pers.) CHF 678 826 par année.

Jetons de présence SRA : Demi-journée de réunion CHF 200, journée entière de réunion CHF 300

Frais en Suisse et à l'étranger : Les frais sont remboursés sur la base de justificatifs.

Total des défraiements du SRA : CHF 21 700 (défraiements, jetons de présence, frais, déduction faite des dons) pour 2015

Dont défraiement du président : CHF 7 600 (défraiements, jetons de présence, frais, déduction faite des dons) pour 2015

7. Explications au sujet du compte d'exploitation

7.1 Contributions affectées à des projets définis

La justification de l'utilisation des fonds s'effectue dans le cadre de la comptabilité des projets et fait l'objet d'une révision.

	2015	2014
Contributions des communes à des projets définis	39 351	208 200
Contributions des cantons et fonds de loteries à des projets définis	446 200	213 800
Contributions des fondations à des projets définis	754 690	527 487
Contributions de paroisses, personnes privées et PME à des projets définis	690 298	622 135
Fonds récoltés dans les pays du Sud	129 927	317 305
Autres contributions aux projets	600 793	552 399
Total dons affectés à des projets définis	2 661 259	2 441 326

7.2 Autres produits d'exploitation

	2015	2014
Vente de matériel et d'articles cadeaux	97 426	94 483
Honoraires	12 238	12 800
Partage des coûts avec d'autres organisations	0	56 000
Autres produits divers	296	153
Total autres produits d'exploitation	109 960	163 436

7.3 Charges d'exploitation

Le calcul des frais administratifs ainsi que des frais promotionnels et de recherche de fonds a été établi en utilisant la méthodologie du ZEWO de juin 2011.

	Suivi des programmes au Sud	Suivi des programmes en Suisse	Recherche de fonds et dépenses promotionnelles	Frais administratifs
Dépenses programme	10 204 831	2 020 267	1 828 350	136 887
Frais de personnel	1 445 846	1 101 939	358 945	866 826
Frais de matériel	251 182	187 886	127 241	219 363
Amortissements	25 732	7 720	5 146	34 940
Total charges d'exploitation	11 927 591	3 317 812	2 319 682	1 257 517

7.4 Résultat financier

	2015	2014
Gains réalisés et plus-values boursières actions / fonds	89 933	140 188
Gains réalisés et plus-values boursières obligations	186 910	93 534
Gains réalisés liquidités	33 109	40 682
Gains et plus-values boursières non réalisés	479 318	714 097
Gains et plus-values boursières obligations non réalisés	-179 432	389 405
Plus-value des devises étrangères	21 828	-20 512
Honoraires gestion des biens et frais de dépôt	-96 431	-93 050
Frais bancaires et taxes sur les transactions	-64 108	-75 316
Total résultat financier	471 126	1 189 029

7.5 Décompte lié au bien foncier

	2015	2014
Dépense liée au bien foncier Jubiläumsstrasse	-8 195	-8 011
Produit lié au bien foncier Jubiläumsstrasse	77 418	78 408
Résultat étranger à l'entreprise	69 223	70 397

7.6 Autres produits imputables à une autre période comptable

	2015	
Banque coop, remboursement indemnités de distribution	399	
USPF, Brugg, règlement du solde Dialogue des paysannes 2014	3 584	
Caisse fédérale de compensation, décompte complémentaire 2014		690
AVS/OFEV, remboursement de la taxe sur le CO ₂ 2013	1 909	
Dissolution provision cas « plantes promotionnelles »	29 287	
Résultat étranger à l'entreprise	35 870	

7.7 Fonds libérés provenant des décomptes de projets

En raison du renouvellement de la certification ZEWO en 2014, les fonds libérés provenant des décomptes de projets sont depuis lors comptabilisés parmi les réductions de charges.

La répartition des fonds se base sur le règlement des fonds des Swiss GAAP RPC. Les obligations pour les projets de développement diminuent le fonds programme SWISSAID. Conformément aux directives de la DDC, le fonds DDC affecté à des projets est indiqué. Les réserves de fluctuations minimales sur les cours ont été couvertes. Dans le cadre du renouvellement de la certification ZEWO en 2014, la présentation a été adaptée.

Sont considérés comme fonds les liquidités et les titres constituant une réserve de liquidités.

Le comité directeur réalise périodiquement une analyse des risques. Les mesures à prendre qui en découlent sont ensuite discutées avec le Comité du Conseil de fondation et mises en œuvre.

Dans le « Fonds pour le Tiers Monde », les fonds de tiers pour les projets sont administrés fiduciairement.

La contribution aux programmes de la DDC non encore utilisée apparaît dans les comptes annuels 2015. La date du calcul est fixée au 31.12 de l'année en question.

8. Explications relatives au tableau de variation du capital

9. Explications relatives au tableau des flux de trésorerie

10. Analyse des risques

11. Fonds pour le Tiers Monde

12. Fonds DDC

13. Dettes envers institutions de prévoyance

	31.12.2015	31.12.2014
GEPABU (inclus dans les créanciers)	5 396	12 149

14. Autres dettes

Autres dettes provenant de contrats d'achat de baux et d'autres engagements de leasing, pour autant que ceux-ci ne prennent pas fin ou soient résiliés dans les 12 mois suivant la date de clôture.

	31.12.2015
Bail Lorystrasse 6a, jusqu'au 30 novembre 2018	327 250

Merci, Danke, Grazie, Gracias!

Nous remercions très chaleureusement tous nos donateurs et donatrices pour leur généreux soutien en 2015. Votre engagement et votre solidarité nous permettent de venir en aide aux plus démunis dans les pays du Sud.

En plus du soutien de nos nombreux donateurs privés, nous avons la chance de pouvoir bénéficier de l'appui d'entreprises qui nous fournissent leurs services à tarif préférentiel ou gratuitement. Nous pouvons également compter sur de nombreuses institutions, cantons, communes, paroisses et groupes de travail.

Nous remercions particulièrement:

La Direction du développement et de la coopération (DDC), la Fédération genevoise de coopération et Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO).

Les cantons: Argovie, Appenzell-Rhodes Extérieures, Bâle-Ville, Berne, Glaris, Grisons, Obwald, Thurgovie, Schaffhouse, Uri et Valais.

Les entreprises et fondations: asem group AG, Atinova AG, Leopold Bachmann Stiftung, Banque nationale suisse, Julius Bär Stiftung, BKW Energie AG, Client Systems AG, Charisma-Stiftung für nachhaltige Entwicklung, FACT Construction SA, FENACO Genossenschaft, Georg Fischer Jubiläumsstiftung, Gebauer Stiftung, Hauck und Aufhäuser AG, Link Institut, Fondation Ernest Matthey, Medicor Foundation, Stiftung Drittes Millennium, Gemeinnützige Stiftung Symphasis, Schindler Management AG, Think and Build Velo Solutions GmbH, Victorinox AG et Von Duhn Stiftung.

Les villes et communes: Belp, Bremgarten bei Bern, Coire, Cressier FR, Elgg, Fribourg, Frauenfeld, Heimberg, Maur, Riehen, Romanshorn, Rüschlikon, Soleure, Zoug et Zurich.

Les paroisses et associations: paroisses de Rappertwil-Jona, Sarnen et Zurich Dreikönigen, l'association Care for Climate, le groupe de travail Rümlang ainsi que la corporation des eaux de Zuckenriet.

Nous remercions également chaleureusement les personnes privées et les institutions qui ne figurent pas ici par manque de place ou parce qu'elles n'ont pas souhaité être mentionnées.

